



MUNICIPALITE DE SAINT-GEORGE

GRAND'RUE 4
CASE POSTALE 10
1188 SAINT-GEORGE

TEL. 022 368 12 69
greffe@saint-george.ch

PREAVIS ADRESSE AUX MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-GEORGE

Saint-George, le 1^{er} juin 2021

PRÉAVIS MUNICIPAL No 06/2021

Nouveaux statuts de l'Association Intercommunale Scolaire de l'Esplanade

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

La Municipalité de Saint-George a le plaisir de vous soumettre le préavis N° 06/2021 relatif aux nouveaux statuts de l'AISE, acceptés par son Conseil Intercommunal en date du 19 mai 2021.

Le Comité de Direction de l'AISE se penche depuis des années sur la révision des statuts de l'Association Intercommunale Scolaire de l'Esplanade. Vous avez d'ailleurs été amenés à vous positionner sur ce point courant 2018 et 2019. Ces nouveaux statuts n'avaient pas été acceptés par tous les Conseils Généraux et Communaux ; trois organes législatifs les ayant refusés sur les 10 Communes membres.

C'est pourquoi, nous avons dû reprendre tout ce dossier et surtout nous adjoindre les bons offices de la Préfecture de Lausanne, mandatée par le Canton. Après de multiples séances de travail, incluant tous les membres du CoDir ainsi que tous les Syndics des Communes membres de l'Association, nous sommes arrivés à trouver un compromis acceptable par toutes les parties et nous pouvons dès lors vous proposer des nouveaux statuts pour l'Association Intercommunale.

Pour rappel, c'est suite à la mise en application de la nouvelle LEO (Loi sur l'Enseignement Obligatoire) votée le 7 juin 2011 et entrée en vigueur en août 2013 ainsi que le RLEO (Règlement d'application) adopté le 2 juillet 2012 que l'Association a été dans l'obligation de réviser ses statuts pour corriger les références aux bases légales.

Les commissions consultatives nommées dans chaque Commune ont établi un rapport sur le projet de nouveaux statuts, rapport qui a été transmis à l'AISE par le biais de chaque Municipalité.

Le Comité de Direction a reçu les validations écrites des dix exécutifs communaux le 9 avril 2021.

La procédure pour toute révision de statuts d'Associations Intercommunales est la suivante :

Le préavis doit d'abord être présenté au Conseil Intercommunal pour validation, (fait le 19 mai 2021) puis doit être présenté aux Conseils Communaux et Généraux de chaque Commune membre, sans possibilité de modification d'articles. **Pour être entérinés, les nouveaux statuts doivent être validés à l'unanimité des organes délibérants des Communes Membres.**

Le mécanisme financier lié au fonctionnement de l'Association Intercommunale Scolaire de l'Esplanade n'apparaît plus dans les nouveaux statuts qui vous sont proposés, mais est défini au travers d'un règlement interne des loyers. Les annexes A, B et C ainsi que le Règlement Général figurant dans les anciens statuts sont supprimés. Ce règlement interne des loyers a été validé par le Conseil Intercommunal de l'AISE le 19 mai 2021 (préavis 07-2021).

Nous vous donnons ci-après les articles qui ont été modifiés ou ajoutés sur les nouveaux statuts de 2021, par rapport à la version de 2018 :

Article 2 ***Buts principaux (art. 27 à 30 LEO)***

L'AISE poursuit deux buts principaux.

L'AISE exerce en premier lieu les compétences et assume les tâches dévolues aux Communes en lien avec l'enseignement obligatoire des enfants domiciliés sur le territoire des Communes associées, conformément aux dispositions légales en la matière, notamment de la loi sur l'enseignement obligatoire du 7 juin 2011 et de son règlement d'application du 2 juillet 2012 (RLEO).

L'AISE pourvoit également à l'éducation physique et au sport conformément à la loi sur l'éducation physique et le sport du 18 décembre 2012 (LEPS).

L'AISE peut avoir pour but optionnel de pourvoir à l'accueil parascolaire tel que défini par la LAJE. Les Communes signataires de ce but optionnel et ses modalités, seront identifiées par une annexe aux statuts de notre Association.

Article 7 ***Composition (art. 115 et 117 LC)***

Le Conseil Intercommunal est composé de délégués de toutes les Communes membres de l'AISE.

Une délégation fixe composée pour chaque commune d'un délégué et d'un suppléant, choisie par la municipalité parmi les conseillers municipaux en fonction. Le délégué municipal a une voix par tranche de 700 habitants ou fraction de 700 habitants mais un maximum de 3 voix.

Une délégation variable composée pour chaque commune d'un délégué par 700 habitants ou fraction de 700 habitants mais un maximum de 3 délégués, choisis par le conseil général ou communal, parmi ses membres. De même un ou des suppléants issu(s) de l'organe délibérant est (sont) également désigné(s). Chaque membre de la délégation variable a droit à une voix.

Répartition de la délégation intercommunale selon tableau ci-après :

M : Municipaux

C : Conseillers

<u>Habitants</u>	<u>Délégation fixe</u>	<u>Délégation variable</u>
1-700	M (1voix)	C
701-1400	M (2 voix)	CC
Dès 1401	M (3 voix)	CCC

Le chiffre de la population de chaque Commune est celui fixé par le dernier recensement cantonal publié avant le début de chaque législature.

Article 25

Immobilier

L'AISE met à disposition de l'établissement scolaire primaire et secondaire Begnins-l'Esplanade les bâtiments et installations scolaires dont elle est propriétaire ou qu'elle indemnise et/ou loue aux Communes associées.

Le CoDir est compétent pour conclure les conventions nécessaires à cet effet conformément au règlement interne des loyers, dans le respect du principe de non-enrichissement d'une Commune aux dépens des autres Communes associées. Il en informe le conseil intercommunal.

Article 27

Mise à disposition des locaux et installations sportives

Les Communes associées mettent à disposition de l'AISE, dans les bâtiments leur appartenant, des classes répondant en principe aux normes ainsi que les locaux et installations sportives nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement scolaire.

Lors de la mise à disposition de classes et locaux d'enseignement par une commune, celle-ci est indemnisée en vue de couvrir ses charges qui comprennent les loyers financiers (amortissement et intérêts) et les loyers d'entretien des bâtiments et des installations sportives scolaires.

L'indemnisation intervient conformément au règlement interne des loyers.

Article 29

Fonctionnement

Tous les locaux et leurs annexes sont destinés prioritairement aux activités des établissements scolaires.

En dehors des heures d'école :

Les propriétaires (AISE ou Communes) peuvent les mettre à disposition d'autres utilisateurs pour des activités qui ne seraient pas purement scolaires. La Direction de l'Etablissement scolaire de l'EPS Begnins-l'Esplanade en est informée hormis pour l'utilisation des salles polyvalentes.

Les conventions pour une utilisation durable par des tiers sont soumises à l'approbation du Comité de Direction concernant les locaux propriétés de l'AISE.

D'autres activités compatibles avec les activités scolaires (archives, service de santé, bibliothèque, etc.) sont également possibles si elles ont un caractère d'intérêt public et régional.

La Direction de l'Etablissement scolaire de l'EPS Begnins-l'Esplanade demande l'accord au Comité de Direction de l'AISE pour toute utilisation en dehors des heures scolaires.

Article 39 A

Transitoire

Le règlement général ainsi que les annexes A, B et C qui font partie intégrante des statuts adoptés par le Conseil d'Etat en 2010 resteront en vigueur pour une durée déterminée, soit jusqu'à l'adoption par le Conseil Intercommunal du règlement interne des loyers. Ils seront abrogés à l'entrée en vigueur du règlement précité.

Nous vous précisons que les nouveaux statuts que nous vous soumettons ont d'ores et déjà eu l'aval du service juridique du SCL - Service des Communes et du logement en date du 8 mars 2021.

Ce jour, nous avons le plaisir de vous faire parvenir pour approbation, les nouveaux statuts de l'Association Intercommunale Scolaire de l'Esplanade. Pour rappel, selon l'article 113/1 quinquies de la LC « **Le projet définitif des statuts présenté au Conseil par la Municipalité ne peut être amendé** ».

Une fois les statuts validés par les 10 communes membres de l'Association Intercommunale Scolaire de Begnins, l'article 113 chiffre 2 LC, cité ci-dessous, précise la suite de la procédure :

« Après que chaque commune a adopté les statuts, ceux-ci sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat qui en vérifie la légalité. L'approbation est publiée dans la Feuille des Avis Officiels. La publication fait partir les délais légaux pour un éventuel dépôt d'une demande de référendum ou d'une requête à la Cour constitutionnelle du Tribunal cantonal ».

Conclusion

Dès lors et compte-tenu de ce qui précède, la Municipalité a l'honneur de vous demander, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir voter les conclusions suivantes :

Le Conseil communal de Saint-George

- vu le préavis municipal no 06/2021 ;
- entendu la conclusion du rapport de la commission ad'hoc chargée de son étude ;
- considérant qu'il est porté à l'ordre du jour ;

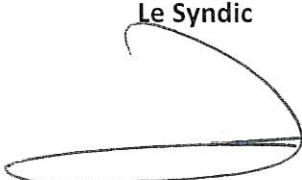
décide


- ♦ d'approuver les nouveaux statuts de l'Association Intercommunale Scolaire de l'Esplanade tels que présentés.


Ainsi délibéré en séance de Municipalité du 1^{er} juin 2021, afin d'être soumis à l'approbation du Conseil communal de Saint-George le 23 juin 2021.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers, à l'expression de notre considération distinguée.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic

Alain Domenig



La Secrétaire

Véronique Errecart

Annexe : Statuts de l'Association Intercommunale Scolaire de l'Esplanade



association intercommunale scolaire de l'esplanade
Begnins - Bassins - Burligny - Coinsins - Duillier - Le Vaud - Longirod - Marchissy - Saint-George - Vich

Statuts

Association Intercommunale Scolaire de L'Esplanade

Ci-après dénommée AISE

NB : la loi impose la forme prévue par les articles 112 et suivants de la loi du 28 février 1956 sur les Communes (LC ; RSV 175.11) pour les associations de Communes en matière scolaire (art. 37 de la loi sur l'enseignement obligatoire du 7 juin 2011)

Les dénominations de personnes, les fonctions et professions désignées au masculin dans le texte s'appliquent également au féminin.

CHAPITRE II

Organes de l'Association

Article 5

Organes (art. 116 LC)

Les organes de l'AISE sont :

- A. le Conseil Intercommunal (CI)
- B. le Comité de Direction (CODIR)
- C. la Commission de gestion et des finances (COGESTFIN)

A. Le Conseil Intercommunal (CI)

Article 6

Rôle du Conseil Intercommunal (art. 119 LC)

Le Conseil Intercommunal tient dans l'Association le rôle d'organe délibérant.

Il élit en son sein, à la fin de chaque année (période du 1er juillet au 30 juin) un bureau composé :

- d'un Président,
- d'un Vice-président,
- de deux scrutateurs,
- de deux scrutateurs suppléants.

Le Président et le Vice-Président ainsi que les scrutateurs et scrutateurs suppléants sont rééligibles.

Toutes ces fonctions doivent être, dans la mesure du possible, occupées par des personnes issues de Communes différentes.

Le Conseil Intercommunal nomme en outre un secrétaire. Ce dernier peut être choisi en dehors du Conseil Intercommunal. Il est désigné pour cinq ans au début de la législature et est rééligible.

Article 9

Convocations (art. 24 et 25 LC)

Le Conseil Intercommunal est convoqué, au minimum deux fois par année, par écrit par son Président, à défaut par son Vice-président, à la demande du Comité de Direction ou lorsqu'un cinquième de ses membres en fait la demande. En cas d'empêchement du Président ou du Vice-Président, le Conseil Intercommunal peut être convoqué par un des membres du bureau. La convocation doit être envoyée au moins dix jours à l'avance, cas d'urgence réservés.

L'avis de convocation mentionne l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure et le siège de la séance, qui est établi d'entente entre les Présidents du Conseil Intercommunal et du Comité de Direction. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet ne figurant pas à l'ordre du jour.

Article 10

Délibérations (art. 27 LC)

Les délibérations du Conseil Intercommunal sont publiques, sous réserve du huis-clos en application de l'article 27 al 2 LC ; elles sont consignées dans un procès-verbal par séance, signé du Président et du secrétaire ou de leurs remplaçants.

Article 11

Quorum (art. 26 LC)

Le Conseil Intercommunal ne peut délibérer que si les membres présents forment la majorité absolue du nombre total de ses membres, et si les deux tiers des Communes membres sont représentées.

Si ces conditions ne sont pas réalisées, une nouvelle séance est convoquée avec le même ordre du jour, dans un délai de cinq jours au plus tôt ; le Conseil Intercommunal pourra alors délibérer même si le quorum des Communes n'est pas atteint, celui des membres devant l'être.

Article 12

Droit de vote (art. 120 LC)

Chaque délégué a droit à un nombre de voix défini à l'art. 7 des présents statuts.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Le Président ne prend pas part au vote sauf lors de vote à bulletin secret.

En cas d'égalité des voix, lors d'un vote à mains levées ou à l'appel nominal, le Président tranche.

B. Le Comité de Direction (CoDir)

Article 15

Rôle (art. 27 à 36 LEO, art. 122 LC)

Le Comité de Direction exerce, dans le cadre de l'activité de l'Association, les compétences attribuées aux Municipalités.

Article 16

Durée du mandat

Le Comité de Direction est élu pour la durée de la législature.

Il y a notamment vacance lorsqu'un membre du Comité de Direction remet son mandat ou perd sa qualité de conseiller municipal de la Commune qu'il représente.

Article 17

Composition (art. 121 LC)

Le Comité de Direction se compose au minimum de 5 délégués mais au maximum de 10 choisis par le Conseil Intercommunal parmi et sur proposition des exécutifs des Communes associées. Il y a un seul délégué par Commune et cette délégation est valable pour toute la législature.

Au début de chaque législature, une Commune peut renoncer à son droit de représentation.

Si le minimum de cinq membres n'est pas atteint, le poste vacant devra être repourvu par une des Communes associées non représentées au Comité de Direction. En cas de vacance, le Conseil Intercommunal pourvoit sans retard au remplacement conformément à l'alinéa 1.

A l'exception du Président désigné par le Conseil Intercommunal, le Comité de Direction se constitue lui-même.

Il nomme un Vice-Président et un secrétaire, ce dernier peut être choisi en dehors du Comité de Direction et être le même que celui du Conseil Intercommunal.

Article 18

Convocation (art. 73 LC)

Le Président, ou à défaut, le Vice-président, convoque le Comité de Direction lorsqu'il le juge utile, ou à la demande de la moitié des autres membres.

10. organiser les transports scolaires de l'établissement;
11. procéder à la conclusion des modalités de location et d'usage des locaux et installations scolaires par le biais de conventions d'utilisation y relatives et selon les modalités de calcul prévues dans le règlement interne des loyers;
12. appliquer les directives cantonales pour le financement des élèves domiciliés hors de la zone de recrutement de l'établissement scolaire ;
13. décider de l'acquisition du matériel lié aux tâches de l'Association;
14. conclure les diverses assurances de personnes et de choses;
15. planifier et mettre à disposition des locaux, installations et équipements nécessaires, d'entente avec la Direction de l'établissement et les autorités cantonales (article 27 de la LEO) ;
16. établir les conventions relatives à l'utilisation des locaux scolaires par des tiers pour les bâtiments qui lui appartiennent.

Article 23

Délégation de pouvoirs

Le Comité de Direction peut déléguer certains de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. La délégation de pouvoirs est exclue en ce qui concerne la nomination, la destitution du personnel et l'exercice du pouvoir disciplinaire.

C. La Commission de gestion et des finances (COGESTFIN)

Article 24

Comptes et gestion

Le Conseil Intercommunal élit chaque année (période du 1^{er} juillet au 30 juin) une Commission de gestion et des finances formée de cinq membres et deux suppléants tous rééligibles issus de ses rangs. L'usage recommande la démission d'un membre, le plus ancien de la Commission de Gestion et des Finances, chaque année et son remplacement par un nouveau membre élu par ledit conseil. Elle est chargée d'examiner le budget, les comptes et la gestion de l'AISE et de remettre son rapport au Conseil Intercommunal.

Article 28

Mobilier et matériel d'enseignement

Le mobilier et le matériel mobile équipant les salles et locaux sont propriétés de l'Association, hormis le matériel pédagogique appartenant à l'école et le mobilier fixe appartenant aux Communes.

Le Comité de Direction de l'AISE procède à l'achat de mobilier et matériel mobile, par le biais du budget ou sur préavis, afin d'équiper l'ensemble des salles et locaux mis à disposition de l'établissement scolaire. Il le répartit selon les besoins dans les différents sites scolaires de l'AISE.

Article 29

Fonctionnement

Tous les locaux et leurs annexes sont destinés prioritairement aux activités des établissements scolaires.

En dehors des heures d'école :

Les propriétaires (AISE ou Communes) peuvent les mettre à disposition d'autres utilisateurs pour des activités qui ne seraient pas purement scolaires. La Direction de l'Etablissement scolaire de l'EPS Begnins-l'Esplanade en est informée hormis pour l'utilisation des salles polyvalentes.

Les conventions pour une utilisation durable par des tiers sont soumises à l'approbation du Comité de Direction concernant les locaux propriétés de l'AISE.

D'autres activités compatibles avec les activités scolaires (archives, service de santé, bibliothèque, etc.) sont également possibles si elles ont un caractère d'intérêt public et régional.

La Direction de l'Etablissement scolaire de l'EPS Begnins-l'Esplanade demande l'accord au Comité de Direction de l'AISE pour toute utilisation en dehors des heures scolaires.

B. Ressources

Article 30

Ressources et frais (art. 115 LC)

Tous les frais de construction, rénovation, entretien et d'exploitation de l'AISE, sous déductions des subventions cantonales et autres recettes, sont répartis entre les Communes associées selon les quotes-parts décrites ci-dessous :

- a) par moitié en proportion de la population au 31 décembre de l'exercice en cours;
- b) par moitié en proportion du nombre d'élèves fréquentant les écoles du groupement scolaire au 31 décembre de l'exercice en cours.

Les Communes s'engagent à payer leurs acomptes mensuels d'avance, mais au plus tard le premier de chaque mois en fonction du plan financier prévu au budget. En cas de retard dans le paiement, des intérêts de retard sont perçus au taux de référence pratiqué par l'Etat de Vaud.

Article 35

Retrait (art. 115 LC)

Moyennant un avertissement préalable de 5 ans, le retrait d'une Commune associée sera admis pour la fin de chaque année scolaire.

En cas de retrait, les Communes ne pourront prétendre à une indemnité financière. Par contre, sauf accord contraire avec les Communes demeurant membres, elles resteront solidairement responsables des dettes engagées à la date de la sortie.

En cas de désaccord, les droits et obligations de la Commune qui se retire seront déterminés par des arbitres, conformément à l'article 111 LC.

Une Commune contrainte de quitter l'AISE en raison d'une loi ou d'une décision d'une autorité supérieure, peut obtenir des dérogations aux conditions de sorties précitées.

Article 36

Modification des statuts (art. 126 LC)

Les statuts peuvent être modifiés par décision du Conseil Intercommunal.

La modification des buts principaux ou des tâches principales, des règles de représentation des Communes au sein des organes de l'Association, l'augmentation du capital de dotation, la modification du mode de répartition des charges et l'élévation du plafond d'endettement, seront soumises à la majorité qualifiée de deux tiers du Conseil Intercommunal.

Toute modification des statuts doit être soumise à l'approbation du Conseil d'Etat qui en vérifie la légalité.

Les modifications des statuts par décision du Conseil Intercommunal doivent être communiquées dans les dix jours aux Municipalités des Communes associées. Dans un délai de vingt jours à compter de cette communication, chaque Municipalité peut adresser au Conseil d'Etat des observations au sujet de ces modifications.

Article 37

Dissolution (art. 127 LC)

L'AISE est dissoute par la volonté de tous les Conseils Communaux ou Généraux. Au cas où tous les Conseils moins un prenaient la décision de renoncer à l'Association, celle-ci serait également dissoute.

La liquidation s'opère par les soins des organes de l'AISE. Envers les tiers, les Communes sont responsables solidairement des dettes de l'Association.

En principe, on tiendra compte de la situation des cinq dernières années (participation des Communes, coûts, nombre d'élèves, etc.).

A défaut d'accord, les droits des Communes associées sur l'actif de l'Association, de même que leurs droits et obligations réciproques après extinction du passif, sont déterminés par des arbitres

Ainsi adoptés par le Comité de Direction de l'AISE dans sa séance du 5 mars 2021.

La Présidente :



Claudine Vanat-Gachet



La Secrétaire :



Vanessa Wicht

Ainsi adoptés par le Conseil Intercommunal de l'AISE dans sa séance du 19.05.2021

Le Président :



Antoine Nicolas



La Secrétaire :



Vanessa Wicht

Approuvé par le Conseil d'Etat le _____

Approuvé par le Conseil Communal de Bassins lors de sa séance du :

Président(e)

Secrétaire

Approuvé par le Conseil Communal de Begnins lors de sa séance du :

Président(e)

Secrétaire

Approuvé par le Conseil Général de Burtigny lors de sa séance du :

Président(e)

Secrétaire

Approuvé par le Conseil Général de Coinsins lors de sa séance du :

Président(e)

Secrétaire

Approuvé par le Conseil Communal de Duillier lors de sa séance du :

Président(e)

Secrétaire

Approuvé par le Conseil Communal de Le Vaud lors de sa séance du :

Président(e)

Secrétaire

Approuvé par le Conseil Général de Longirod lors de sa séance du :

Président(e)

Secrétaire

Approuvé par le Conseil Général de Marchissy lors de sa séance du :

Président(e)

Secrétaire

Approuvé par le Conseil Communal de St-George lors de sa séance du : _____

Président(e)

Secrétaire

Approuvé par le Conseil Général de Vich lors de sa séance du :

Président(e)

Secrétaire